

Répertoires de la violence*

En réponse aux discours de condamnation des autorités publiques et aux théories irrationalistes héritées de la psychologie des foules, les sociologues qui s'occupaient des violences et de la contestation politique, dans les années 60, ont proposé une série de modèles plutôt rationalistes de l'action collective. Ces modèles avaient certes plusieurs avantages sur leurs prédécesseurs, mais ils s'appauvrissaient par la tendance des théoriciens de minimiser le poids des facteurs culturels et identitaires, réputés trop proches de l'irrationnel. Dans les années 80, cependant, les plaintes des adeptes et interprètes des soi-disant nouveaux mouvements sociaux, même si leur effort de distinguer la nouveauté totale de ces mouvements a échoué, ont ramené l'attention des chercheurs au côté culturel de la contestation, la contestation violente y comprise.

Conscient de cette faiblesse des modèles strictement rationalistes bien qu'en désaccord sur la nouveauté des nouveaux mouvements sociaux, à partir de 1977, j'ai commencé moi-même à poursuivre l'analyse des répertoires contestataires, ces produits accumulés de la contestation qui contraignent la contestation ultérieure. Il s'agit d'un phénomène profondément culturel, puisque ses trois aspects fondamentaux - facilitation de l'interaction qui suit les formules déjà connues, innovation à l'intérieur ou aux marges des formes établies, inhibition des moyens d'action techniquement possibles mais étrangers au milieu social et à sa mémoire collective - dépendent étroitement d'une expérience et d'une conscience partagées. Ici il ne s'agit pas de suivre l'évolution ni les diverses applications actuelles de cette conception, mais plutôt de montrer comment elle aide à expliquer les violences politiques et ainsi à abattre les cloisons artificielles qui séparent les analyses de la violence des autres analyses politiques (McAdam, Tarrow et Tilly, 1996). Il s'agit de vivifier en la généralisant l'analyse de la contestation politique.

La contestation qui entoure n'importe quelle définition de la violence révèle les résonances politiques du concept. Celui qui (comme le politiste norvégien Johan Galtung) opte pour une conception très large de la "violence

structurelle" comprenant toute privation attribuable à l'action d'autrui se déclare nettement pour l'égalité et pour la responsabilité. Par contre, celui qui (à l'instar du comité français présidé par Alain Peyrefitte en 1977) concentre son attention sur l'agression physique en l'assimilant à la criminalité exempte *ipso facto* la guerre et l'action des Etats aussi bien que les atteintes aux droits qui ne comportent pas des attaques physiques. Entre ces deux pôles, cependant, on peut formuler une conception non moins politique mais plus utile du point de vue de l'analyse et de la recherche en excluant la violence virtuelle ou indirecte sans éliminer la violence des autorités. Il s'agit de distinguer les rapports humains au cours desquels au moins un des acteurs saisit de force ou endommage une personne ou un objet appartenant à cette personne. Une telle définition englobe la guerre, la force gouvernementale, le conflit violent entre groupes et l'agression entre individus, mais exclut la violence douce ou indirecte.

Bien qu'il puisse exister un élément biologique commun qui accompagne la participation individuelle à n'importe quelle action violente, nous n'avons aucune raison de supposer que toute cette gamme de rapports humains résulte des mêmes causes. Au contraire, le travail d'expliquer la violence commence avec une partition de types et de circonstances. En limitant notre attention à la violence civique et collective - c'est-à-dire les rapports qui comportent l'utilisation de la force entre ensembles de personnes à l'intérieur d'un même Etat - nous aurons du moins la possibilité d'en dégager quelques traits réguliers.

Là nous nous trouvons au coeur de la politique plutôt qu'à ses marges. Car lorsque des gens commencent à accumuler les moyens de la force, l'Etat ne se tient jamais loin. La violence collective s'accroche d'ordinaire aux processus autrement paisibles des élections, des délibérations des assemblées, des manifestations, de la contestation des décisions gouvernementales. La violence collective et civique, plus ou moins comme la guerre civile ou internationale à une autre échelle, prend forme comme un sous-produit des rapports stratégiques entre acteurs

politiques. Mes propos là-dessus reposent surtout sur une lecture de l'histoire européenne (voir les références ci-dessous), mais les principes et les interrogations qu'ils suscitent doivent s'étendre au reste du monde.

Un rapport fondamental relie la technique et la stratégie violentes au contexte politique. A cause précisément de la spécialisation des états dans l'accumulation, l'utilisation et le contrôle des moyens de la force - institutions telles qu'armée, marine, police et prisons ; production, vente et possession de l'armement ; voire surveillance et répression du combat sans armes - la distribution de ces moyens entre acteurs varie fortement en fonction de l'organisation gouvernementale. Si, par exemple, les taux d'homicide tombaient profondément dans la plupart des pays de l'Ouest entre le 17e et le 20e siècle pendant que la mortalité à cause de guerre augmentait de siècle en siècle dans ces mêmes pays, c'est que l'Etat a joué dans les deux sens, d'abord en désarmant la population civile, ensuite en armant de façon de plus en plus fatale les spécialistes de la guerre (Chesnais, 1981 ; Tilly, 1995).

Encore faut-il comprendre que la grande majorité des morts et blessés au cours de ce que les autorités appellent "émeutes" tombent victimes des forces d'Etat (armée, milices ou police), qui disposent d'un armement qu'elles peuvent utiliser à discrétion aussi bien que d'une mobilité tactique beaucoup plus étendue que toute foule de manifestants ou de grévistes n'en peut posséder. Enfin, la répression, la surveillance, même le calendrier politique influent fortement sur la capacité de divers acteurs de monter une action violente autant que sur les occasions et les lieux de rassemblement public des acteurs qui jouissent de cette capacité.

Entre 1940 et 1944, l'occupation allemande d'une partie de la France et l'installation dans le reste de la France d'une succession de régimes collaborateurs a coïncé extraordinairement les possibilités de violence collective de la part des français moyens, au point que même les gestes furtifs d'opposition tel un clin d'oeil prenaient une signification inouïe (Tilly, 1986 : 462-468). La présence d'un réseau restreint mais militant de résistants à l'occupation accentuait le contraste entre la pacification inquiète de la plupart du pays et les menées violentes des hors-la-loi. Cette distribution de la violence constituait un reflet fidèle de la situation politique.

A cause de la proche parenté entre violence collective et processus politiques, on peut envisager un inventaire des formes de contestation à l'intérieur d'un Etat ordonnées selon la probabilité et le caractère des violence qui en résultent. La manifestation de rue contemporaine, par exemple, se déroule la plupart du temps sans affrontements physiques, mais se débouche en violences surtout sous l'influence de deux circonstances : lorsque les agents du pouvoir ou des contre-manifestants cherchent à disperser les manifestants ou à les empêcher d'atteindre leur destination ; lorsqu'une partie mal contrôlée des manifestants s'attaquent directement aux symboles, aux biens ou au personnel de leurs ennemis annoncés (Brunteaux, 1993 ; Favre, 1990 ; Fillieule, 1993). La grève ouvrière du 20e siècle se déroule également le plus souvent sans violences physiques, mais se distingue de la manifestation en répartissant sa violence en quatre moments : tentatives des forces d'ordre de disperser, de bloquer ou d'arrêter les grévistes ; occupations des lieux de travail ; séquestrations de personnel patronal ; affrontements entre jeunes et grévistes (Cohn, 1993 ; Franzosi, 1995).

Les réunions publiques s'éloignent même plus de la violence que ne le font la manifestation et la grève ouvrière, mais elles aussi deviennent violentes de manières caractéristiques, surtout aux moments où des opposants organisés aux objets principaux d'une réunion (y compris, le cas échéant, des agents de l'autorité) manifestent leur opposition à l'intérieur de l'espace. Les violences rattachées aux manifestations, aux grèves et aux réunions se rejoignent évidemment à certains égards mais suivent néanmoins des modalités distinctes.

L'on pourrait étendre une telle analyse aux délibérations d'assemblées constituées, aux fêtes publiques, aux campagnes électorales, à toutes les performances qui constituent la vie politique collective d'un pays. Chacune de ces performances relie au moins deux des acteurs politiques, qu'ils soient puissants ou faibles, bien établis ou marginaux. Chacune comporte une possibilité d'affrontements violents entre les acteurs dont la structure reste variable entre performances. Le mot répertoire s'applique donc utilement à l'ensemble de performances jointes dont dispose un couple d'acteurs ou, par extension, tous les acteurs politiques d'un pays entier. L'application s'avère moins facile à la violence stricto sensu qu'aux performances politiques auxquelles se rattachent les diverses formes de l'action violente : la lutte entre ma-

nifestants et gardiens de la paix, l'attaque des ouvriers jaunes et ainsi de suite.

Cette idée de répertoires de contestation rattache fermement à la culture un phénomène que les modèles de l'action collective ont souvent assimilé au monde du calcul non-culturel, voire anticulturel. Les utilisateurs d'un répertoire l'apprennent, improvisent et modifient au cours de l'interaction, mais ils agissent dans les limites de leurs connaissances, donc dans les limites d'expériences antérieurement vécues, assimilées à la mémoire collective. Remarquons le parallèle avec la conversation : mutuelle, d'habitude innovatrice, pleine d'erreurs et de corrections, souvent efficace, mais toujours bâtie sur le terrain des conversations précédentes.

L'accent théâtral du mot répertoire n'est pas sans incidence. Si des innovations et des expériences se font sans cesse au cours des performances politiques, il s'agit néanmoins de séquences d'action, de signification et de communication souvent répétées, reconnues et rappellées au moins dans leurs grandes lignes, qui prennent une partie de leur efficacité précisément des connaissances partagées entre les acteurs, comme deux équipes de football s'opposent avec férocité tout en jouant d'une compréhension commune des règles - officielles ou non - du jeu. Il existe toujours, au surplus, un public politique dont l'approbation ou la reprobation pèse sur les conséquences ultérieures de l'action pour tous les joueurs.

Au cours de la pièce, des acteurs peuvent bien utiliser la menace de la violence ou sa provocation afin de prendre un avantage sur les autres aussi bien que pour l'expression de la colère, de la haine, de la méprise. Dans cette mesure, la violence fait partie intégrale du répertoire. Il faut pourtant insister sur la contingence de la violence des performances politiques. La probabilité d'une issue violente varie largement d'une invasion antisémite d'un cimetière (très probable) à la rencontre d'ouvriers grévistes et non-grévistes (assez probable) à une réunion publique quelconque (peu probable). Si le répertoire des violences stimule celui de la scène, il penche du côté commedia dell'arte plutôt que du côté ballet classique.

Voilà justement le secret de la mutation des répertoires : innovation et expérience incessantes, transformations rares et contingentes. Cette transformation s'opère en deux temps : premièrement, la lente évolution des formes en

conséquence de la manœuvre tactique au cours d'une longue série de rencontres, deuxièmement l'explosion de moyens qui s'amorce parfois lors d'une situation révolutionnaire ou d'un grand cycle de revendications. Au premier temps, l'innovation tactique ne cesse presque jamais, mais la plupart des innovations tombent à l'oubli ; seuls les nouveaux moyens qui semblent prêter un avantage au moins à l'un des acteurs et qui paraissent imitables ailleurs se proposent à une adoption générale. Ainsi en France et en Grande Bretagne des pancartes imprimées portant des slogans se sont insérées aux manifestations de rue vers 1900 pour y rester en permanence, tandis qu'un peu plus tard les agents de police ont incorporé le téléphone et la radio parmi leurs outils de contrôle à l'égard des mêmes manifestations.

Parfois une grande crise accélère ce processus d'innovation. Au cours d'une situation révolutionnaire (où prend existence un véritable contre-Etat qui commande une mesure de soutien populaire) ou d'un grand cycle de revendications (où plusieurs acteurs se mobilisent et se rivalisent en exigeant des concessions ou des transformations) l'entrée de nouveaux acteurs sur la scène, la concurrence augmentée entre acteurs, la complexité de la situation politique, la menace envers ceux qui ont déjà des droits et des privilèges à protéger et la vulnérabilité même des autorités convergent en deux effets capitaux : une accélération des manœuvres et des expériences, une efficacité vite aggrandie de moyens qui dans les circonstances antécédentes n'auraient jamais réussi. Ainsi l'occupation d'usine s'est installée pour la première fois en Italie pendant la crise de 1919-1921 et en France pendant la crise de 1933-1936. Plusieurs innovations qui fleurissent au milieu d'une crise ne survivent pourtant pas la résolution de cette crise. Les barricades de rue et les saisies de bâtiments universitaires qui ont marqué la révolte étudiante de 1968 en Europe de l'Ouest aussi bien qu'en Amérique du Nord sont vite devenues des objets de collection pour les antiquaires de la rébellion.

Moins visiblement mais non moins profondément, les répertoires de la contestation se transforment en fonction des mutations politiques très générales. En Europe de l'Ouest un grand changement de répertoires s'est opéré entre 1750 et 1850, à divers moments, vitesses et modalités selon le pays. En général, les répertoires qui dominaient la contestation du 18^e siècle tenaient du charivari ou du saccage de la

demeure d'un malfaiteur : action directe contre l'objet de reprobation accompagnée souvent de rites moqueurs. Si parfois ces formes d'affrontement s'accumulaient en révolte ou même en révolution, plus souvent elles restaient très localisées. Elles tournaient facilement à la violence, notamment à la suite de l'intervention des autorités ou de la résistance des objets de censure. La vente forcée de grains, l'invasion de champs clôturés, l'humiliation d'un ouvrier jaune, l'expulsion d'un agent du fisc - toutes performances courantes de ce répertoire du 18^e - comportaient ou la certitude ou une probabilité très élevée de la violence.

Le contraste est frappant d'avec les formes de contestation qui gagnaient au 19^e siècle. Avec la réunion publique, la grève d'usine, la manifestation, la campagne électorale et d'autres formes d'action y apparentées arrive une politique orientée plus nettement vers le niveau national, visant souvent l'Etat lui-même, basée sur des associations spécialisées. L'arrivée de ce nouveau répertoire résulte d'une nationalisation du pouvoir et de l'économie. Au cours de cette nationalisation, la création de grandes années nationales et citoyennes, la pénétration accrue des villages et des campagnes par l'Etat central et l'influence croissante d'assemblées législatives nationales composées d'élus locaux et régionaux ont augmenté à la fois l'emprise de l'Etat sur la vie quotidienne de ses citoyens, les contacts habituels entre citoyens et agents de l'Etat, la distinction culturelle entre les Etats et le nationalisme ou assimilateur (de la part des Etats déjà établis) ou indépendantiste (de la part des minorités menacées d'assimilation ou libérées par la désagrégation d'un empire fatigué). Malgré la férocité de plusieurs mouvements nationalistes, le nouveau répertoire rendait la violence moins probable, moins fréquente, plus contingente qu'auparavant.

Evidemment il est obligatoire de nuancer cette conclusion en accentuant la variation selon la région de l'Europe, les groupes d'acteurs et le rapport aux situations révolutionnaires. Là où les citoyens ont gardé leurs armes et une organisation politique en bandes ou en clans ri-

vaux, par exemple, la violence directe joue un rôle politique plus central qu'ailleurs. Un répertoire contestataire subit l'influence de l'histoire nationale, de la mémoire collective et des institutions politiques du pays. Même au milieu des mouvements internationaux féministes et pacifistes en Europe de l'Ouest on remarque une nette différence d'organisation et de stratégie entre les pays centralisés (exemples : France, Pays-Bas) et fédéralisés (exemples : la Suisse, l'Allemagne fédérale) : des mouvements qui se revendiquent de leur anti-étatisme emprunte en partie les structures des Etats auxquels ils s'opposent (Kriesi, Koopmans, Duyvendak et Giugni, 1995). Enfin une situation des rapport de forces très défavorable à un groupe qui garde néanmoins un réseau d'activistes dévoués se recommande une tactique de terreur : l'utilisation des violences contre les biens et les personnes qui magnifie la visibilité du groupe, exploite et expose la vulnérabilité de ses ennemis et parfois attirent des adhérents auxquels le danger, la révolte et la clandestinité donnent eux-mêmes une satisfaction.

Avec le regard porté sur Rostock, Sarajevo ou Nagorno-Karabakh, on peut raisonnablement se demander si de nos jours l'Europe ne vit pas un revirement de la violence. La frontière entre la guerre internationale, la guerre civile et la violence domestique s'efface en situation révolutionnaire, précisément quand et où le pouvoir d'Etat chancelle et s'affrite. Dans ce moment, tous les acteurs politiques voient s'ouvrir l'avenir, ce qui menace les avantages des uns et promet des nouveaux avantages aux autres. En situation de menace ou d'opportunité extrême, le répertoire ordinaire perd son efficacité, la recherche de nouveaux alliés change les stratégies et ceux qui savent accumuler les moyens de la violence agissent avec une liberté quasi gouvernementale. En effet, la formation de plusieurs demi-ETats, chacun entouré des moyens concentrés de la force, pousse toute la politique vers la guerre. La guerre, elle aussi, possède ses répertoires de la violence plus ou moins réguliers (Lynn, 1990), mais ses modalités exigent une analyse à part.

REFERENCES

- Aya, Rod. 1990. *Rethinking Revolutions and Collective Violence. Studies on Concept, Theory, and Method*. Amsterdam : Het Spinhuis.
- Botz, Gerhard (1976) : *Gewalt in der Politik. Attentate, Zusammenstosse, Putschversuche, Unruhen in Osterreich 1918 bis 1934*. Munich : Wilhelm Fink.
- Botz, Gerhard. 1987. *Krisenzonen einer Demokratie. Gewalt, Streik und Konfliktunterdrückung in Osterreich seit 1918*. Frankfurt : Campus Verlag.
- Braud, Philippe. 1993. (sous la direction de) *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, numéro spécial (nos. 9-10) de *Cultures et Conflits*.
- Bruneteaux, Patrick. 1993. "Le désordre de la répression en France 1871-1921. Des conscrits aux gendarmes mobiles," *Genèses* 12 : 30-46.
- Chesnais, Jean-Claude. 1981. *Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours*. Paris : Robert Laffont.
- Cohn, Samuel R. 1993. *When Strikes Make Sense - And Why*. New York : Plenum.
- Farré Morego, J.M. 1922. *Los atentados sociales en Espana*. Madrid : Artes Graficas.
- Fein, Helen. 1993. "Accounting for Genocide after 1945 : Theories and Some Findings," *International Journal on Group Rights* 1 : 79-106.
- Fein, Helen. 1993. "Revolutionary and Antirevolutionary Genocides : A Comparison of State Murders in Democratic Kampuchea, 1975 to 1979 and in Indonesia, 1965 to 1966" *Comparative Studies in Society and History* 35 : 796-823.
- Favre, Pierre. 1990. (sous la direction de) *La Manifestation*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Fillieule, Olivier. 1993. (sous la direction de) *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*. Paris : L'Harmattan.
- Franzosi, Roberto. 1995. *The Puzzle of Strikes. Class and State Strategies in Postwar Italy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Galtung, Johan. 1972. "A Structural Theory of Imperialism," *The African Review* 1 : 93-138.
- Gurr, Ted Robert. 1993. *Minorities at Risk. A Global View of Ethnopolitical Conflicts*. Washington : U.S. Institute of Peace Press.
- Kriesi, Hanspeter, Ruud Koopmans, Jan Willem Duyvendak et Marco Giugni. 1995. *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Lynn, John. 1990. (sous la direction de) *Tools of War. Instruments, Ideas, and Institutions of Warfare, 1445-1871*. Urbana : University of Illinois Press.
- Markoff, John. 1995. "Violence, Emancipation, and Democracy : The Countryside and the French Revolution," *American Historical Review* 100 : 360-386.
- McAdam, Doug, Sidney Tarrow et Charles Tilly. 1996. "To Map Contentious Politics," *Mobilization* 1 : 17-34.
- McPhail, Clark. 1994. "The Dark Side of Purpose : Individual and Collective Violence in Riots," *Sociological Quarterly* 35 : 1-32.
- Mueller, Carol McClung. 1978. "Riot Violence and Protest Outcomes," *Journal of Political and Military Sociology* 6 : 46-63.
- Muller, Edward N. 1985. "Income Inequality, Regime Repressiveness, and Political Violence," *American Sociological Review* 50 : 47-61.

- Olivier, Johan. 1991. "State Repression and Collective Action in South Africa, 1970-84," *South African Journal of Sociology* 22 : 109-117.
- Peyrefitte, Alain. 1977. (sous la direction de) *Réponses à la violence*. Paris : Presses Pocket. 2 tomes.
- Perry, Elizabeth J. 1985. "Rural Violence in Socialist China," *China Quarterly* 103 : 414-440.
- Reiss, Albert J. Jr. et Jeffrey A. Roth. 1993. eds., *Understanding and Preventing Violence*. Washington : National Academy Press.
- della Porta, Donatella. 1995. *Social Movements, Political Violence, and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Rule, James B. 1988. *Theories of Civil Violence*. Berkeley : University of California Press.
- Tilly, Charles. 1977. "Getting It Together in Burgundy, 1675-1975," *Theory and Society* 4 : 479-504.
- Tilly, Charles. 1982. "Charivaris, Repertoires, and Urban Politics," in *French Cities in the Nineteenth Century*, sous la direction de John Merriman. London : Hutchinson
- Tilly, Charles. 1983. "Violenza e azione collettiva in Europa. Riflessioni storico-comparate" in *Terrorismo e violenza politico. Tre casi a confronto : Stati Uniti, Germania e Giappone*, sous la direction de Donatella della Porta et Gianfranco Pasquino. Bologna : Il Mulino
- Tilly, Charles. 1984. "Les origines du répertoire de faction collective contemporaine en France et en Grande Bretagne," *Vingtième Siècle* 4 : 89-108
- Tilly, Charles. 1985. "De Londres (1768) à Paris (1788)" in *Mouvements populaires et conscience sociale. XVIe-XIXe siècles*, sous la direction de Jean Nicolas. Paris : Maloine
- Tilly, Charles. 1985. "Action collective et mobilisation individuelle" in *Sur l'individualisme*, sous la direction de Pierre Bimbaum et Jean Leca. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques
- Tilly, Charles. 1985. "European Violence and Collective Action since 1700" *Social Research* 53 : 159-184.
- Tilly, Charles. 1986. *La France contestée, de 1600 à nos jours*. Paris : Fayard.
- Tilly, Charles. 1991. "Police état, contestation," *Cahiers de la sécurité intérieure* 7 : 13-18
- Tilly, Charles. 1992. "Réclamer Viva Voce," *Cultures et Conflits* 5 : 109-126
- Tilly, Charles. 1993. "Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834," *Social Science History* 17 : 253-280.
- Tilly, Charles. 1995. (avec commentaires de Harriet Friedmann, Michael Barnett et Timothy Wickham-Crowley) "State-Instigated Violence, 19(X)-1999" *Political Power and Social Theory* 9 : 161-225
- Tong, James. 1991. *Disorder under Heaven : Collective Violence in the Ming Dynasty*. Stanford : Stanford University Press.
- White, Robert W. 1993. "On Measuring Political Violence : Northern Ireland, 1969 to 1980," *American Sociological Review* 58 : 575-585.
- Zimmerman, Ekkart. 1983. *Political Violence, Crises & Revolutions*. Cambridge, Massachusetts : Schenkman.